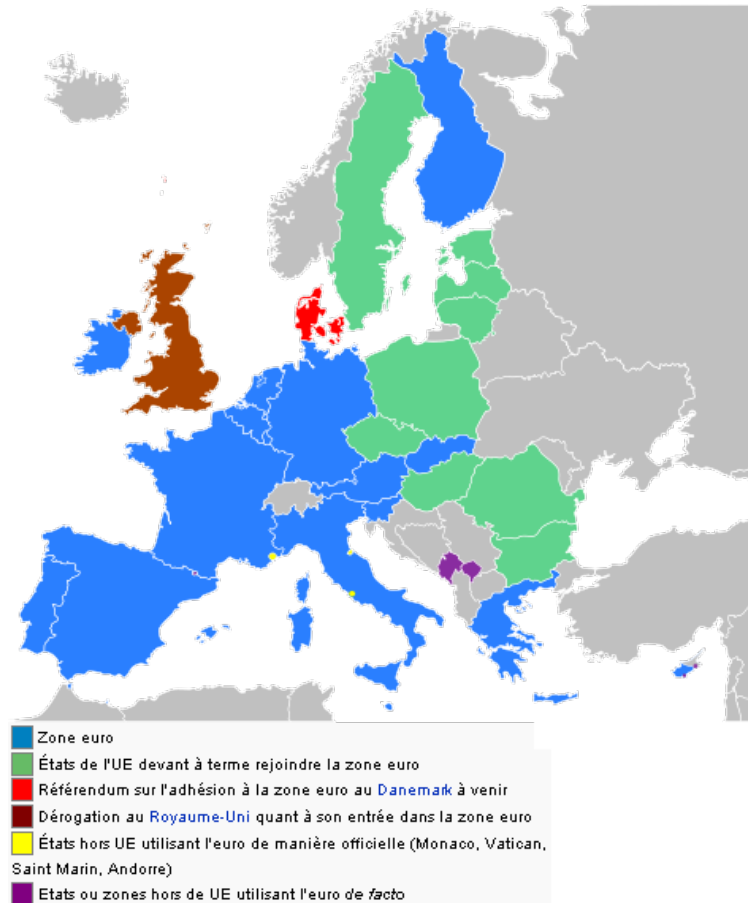


Comité: ECOSOC

Issue : L'Euro : efficacité ou déficience ? Le cas de la Grèce: quelles mesures prendre ?

Membres de l'État-major : HIRA Yassine, CANTOR Brian



Jacques Séguéla « Les lois les fiscalités les coutumes les langues sont différentes. L'Euro c'est désormais le plus petit dénominateur commun de l'Europe. »

Le 1^{er} janvier 2002, dans douze pays de l'Union européenne, 300 millions de consommateurs découvrent les pièces et les billets de la monnaie qui leur servira désormais d'instrument de paiement commun, l'euro. Le deutsche Mark allemand, la drachme grecque, l'escudo portugais, le florin hollandais, le franc belge, le franc français, la lire italienne, le mark finlandais, la peseta espagnole, le schilling autrichien sont ainsi remplacés par l'euro. Depuis ce jour-là, la monnaie et donc la création monétaire n'est plus nationale mais européenne. Aujourd'hui cette monnaie unique suscite de vifs débats et est défendue par les partisans d'une Europe forte autant qu'elle est critiquée par les nationalistes qui souhaitent la sortie de l'Euro de leur pays. En Grèce notamment, pays qui connaît une forte récession depuis six ans, on se demande si une sortie de l'Euro n'est pas préférable afin d'améliorer la conjoncture économique nationale mais aussi éviter aux pays de l'UE d'être aussi durement touchés par cette crise.

Il paraît alors légitime de se demander si l'Euro est une efficience ou une déficience et quelles sont les mesures à prendre pour sortir la Grèce de la crise.

Termes clés

- **Politique Monétaire** : ensemble des moyens dont disposent les États ou les autorités monétaires (la banque centrale), pour agir sur l'activité économique par l'intermédiaire de l'offre monétaire. L'objectif est, en règle générale, d'assurer la stabilité des prix qui est considérée comme un préalable au développement de l'activité économique, en essayant si possible d'atteindre des objectifs de croissance, de plein emploi et d'équilibre du commerce extérieur.
- **Unionisme européen** (ou confédéralisme) : Idéologie pro Européenne qui prône une simple coordination entre les pays de l'Union Européenne
- **Fédéralisme européen** : Idéologie pro Européenne qui vise à limiter les pouvoirs nationaux au profit d'un pouvoir politique et économique européen souverain.
- **Croissance économique** : l'augmentation soutenue de la richesse créée sur un territoire sur une période donnée (en général l'année) et mesurée en euro courants
- **Récession** : un phénomène de ralentissement du rythme de la croissance économique.
- **Dépression** : forme grave de crise économique. Elle consiste en une diminution importante et durable de la production et de la consommation

Aperçu général

Trois ans après sa naissance juridique et financière, l'euro fiduciaire concrétise une aventure débutée le 22 mars 1971 avec le rapport Werner, qui prévoyait sa création. Cette monnaie unique avait pour vocation d'éviter les opérations de change qui s'avéraient être coûteuses et qui entravaient la libre circulation des biens et des services sur le territoire de l'Union Européenne, de renforcer la compétitivité internationale des entreprises européennes en leur facilitant l'accès à un vaste marché de capitaux pour se financer, de contrecarrer la puissance du dollar et enfin de renforcer l'intégration européenne des pays en participant d'une certaine manière à la construction d'une « conscience collective » et à approfondir la coopération interétatique en Europe. Cependant, aujourd'hui l'Euro est confronté à une crise. Pour la comprendre, il faut remonter en 2008. En effet, dès 2006, les taux d'intérêt américains ont tellement augmenté que les emprunteurs n'étaient plus en mesure de les rembourser. Résultat, les banques américaines ont saisi les biens hypothéqués des débiteurs incapables de rembourser les dettes et ont voulu les revendre sur le marché. Cependant la logique économique veut que lorsqu'un bien se trouve en grande quantité, son prix baisse... Ainsi, l'offre de biens immobiliers sur le marché était tellement élevée que les prix de l'immobilier ont chuté. Ce phénomène a été aggravé par une forte baisse de la demande due à un manque de confiance des débiteurs face aux créanciers. C'est ainsi que de nombreuses banques qui ne

parvenaient pas à combler leur déficit firent faillite. La chute de la banque Lehmann Brothers, une des banques connue alors comme étant l'une des plus puissantes du monde, entraîne une crise financière mondiale aux répercussions lourdes sur les économies européennes. La Grèce, comme d'autres états européens, tombe en récession en 2009. Mais c'est l'annonce par le gouvernement nouvellement élu de George Papandréou d'un déficit budgétaire beaucoup plus élevé que prévu – plus de 12% du PIB – qui attire l'attention des marchés et signe de début de la « crise grecque ».

Face à l'envolée des coûts d'emprunt d'Athènes sur les marchés, les pays membres de la zone euro décident de lui accorder un prêt de 110 milliards d'euros sur trois ans, avec l'aide du **Fond Monétaire International** (FMI), en échange de mesures de rigueur sans précédent. Malgré leurs efforts, la crise grecque se propage en 2010 à l'Irlande, contrainte de demander l'aide de ses partenaires (85 milliards) après avoir renfloué son secteur bancaire. Si, depuis, l'Irlande est parvenue à réduire son déficit public et à renouer avec la croissance, la Grèce continue d'inquiéter les marchés.



Pour recevoir une nouvelle aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, le parlement grec doit adopter une nouvelle batterie de mesures de rigueur. Depuis le début de la crise en septembre 2009, l'addition des plans d'austérité que s'inflige Athènes dans l'urgence dépasse les 169 milliards d'euros :

Flexibiliser le marché du travail

- Pour enrayer la chute du chômage et améliorer la compétitivité de la Grèce, l'Union européenne et le Fonds monétaire international exigent une baisse de 22% du salaire minimum. Pour les moins de 25 ans, la baisse sera de 32%. Le coût du travail doit baisser, de façon globale, de 15% d'ici 2015.
- Suppression des hausses de salaire automatiques, notamment celles engendrées par l'ancienneté.

Économies dans le budget de l'État

- Réduction des frais de dépense des médicaments, pour 1,076 milliard d'euros. Le système de santé grec est très largement déficitaire, une réforme est en cours depuis 2010.
- Baisse du budget de la Défense de 300 millions d'euros. Les dépenses militaires de la Grèce s'élèvent à 4,03% de la richesse nationale, contre 2,43% pour la France.
- Suppression de 500 postes de maires. Une réforme des collectivités territoriales a été adoptée fin mai 2010 et a déjà permis de réduire d'un quart le coût de l'administration territoriale.
- Réduction de 10% des salaires des fonctionnaires bénéficiant de régimes spéciaux. Dès le printemps 2010, les salariés du public ont subi des baisses de salaire.
- Le gouvernement grec doit encore trouver 300 millions d'euros d'économie. Il s'agit de combler le trou provoqué par l'abandon cette semaine de la baisse de certaines pensions retraites, notamment des plus pauvres.

Renforcer le fisc

- La Grèce doit adopter une réforme d'ampleur des services des impôts. Elle va notamment recruter de nouveaux contrôleurs, multiplier les vérifications fiscales, informatiser son système de collecte. Un plan anti-corruption sera mis en place cette année. La fraude fiscale est estimée à 13 milliards d'euros.

Poursuite du programme de privatisations

- La Grèce doit vendre, durant la première moitié de 2012 quatre entreprises d'État (gaz, eau, jeux, pétrole). Gain attendu: un peu moins de 4,5 milliards d'euros. Le gouvernement a pris du retard sur son plan de privatisation, ne collectant que 1,3 milliard d'euros en 2011, pour un objectif de cinq milliards.

Fonction publique

- Athènes va placer 15.000 fonctionnaires dans une «réserve de main-d'œuvre». Ils seront payés à 60% de leurs salaires. Une mesure similaire avait été adoptée en octobre dernier, mais mal mise en place d'après les observateurs. En Grèce, un salarié sur cinq est fonctionnaire.

Webographie

<http://www.toupie.org/Dictionnaire/>

<http://www.vie-publique.fr>

<http://www.easybourse.com>

<http://www.lefigaro.fr/>